

Ministère de l'Économie, de l'Emploi et du Développement Durable

Direction Générale de l'Économie et de la Politique Fiscale

Direction des Synthèses et de la Promotion Économique

Résumé de l'actualité économique, financière et sociale du Gabon

*Présentation des articles sur l'économie gabonaise,
parus dans la presse nationale et internationale*

N°42 – Janvier 2014

Avant-propos

Le 42^e numéro du **Résumé de l'actualité** donne un aperçu des informations à caractère économique et financier, parues dans la presse locale et étrangère au cours de la première quinzaine du mois de Janvier 2014. Elles concernent notamment :

SOMMAIRE

ACTUALITE DES SECTEURS..... page 3

- AGRICULTUREpage 3

. *Envisager l'avenir de l'Agriculture africaine page 3*

- ENERGIES

. *Livraison du projet de Réseau Interconnecté (RIC) du
Nord Gabon page 3*

- MINES ET HYDROCARBURES

. *Accord définitif entre l'Etat gabonais et ADDAX
PETROLEUM page 4*

-TRANSPORTS

. *Conseil Gabonais des Chargeurs : bilan 2013 et
perspectives 2014 page 5*

➤ **L'Agriculture** avec la participation du Gabon au 1^{er} symposium continental africain sur l'Agriculture.

➤ **L'Énergie**, avec la livraison par Bouygues Énergie du projet Réseau Interconnecté dans la province du Woleu-Ntem

➤ **Mines et Hydrocarbures** avec le règlement du conflit entre l'État gabonais et la société Addax Pétroleum.

➤ **Les Transports** où le Conseil d'administration du Conseil Gabonais des Chargeurs a présenté le bilan 2013 et définit les perspectives de la nouvelle année.

➤ **Les Nouvelles Technologies** avec le prêt accordé par l'Inde pour la réhabilitation et la construction d'infrastructures de télécommunication.

- NOUVELLES TECHNOLOGIES

. *Le Gabon et l'Inde signent une convention de 67 millions de dollars page 5*

- FINANCES PUBLIQUES ET ECONOMIE

. *Visite du Vice-Président de la Banque Mondiale pour l'Afrique Centrale MAKHTAR DIOP page 6*
. *Emission de 15 milliards de Bons du Trésor page 7*
. *Statistiques et mesures de la compétitivité des industries page 8*
. *Les pistes pour la croissance économique du Gabon en 2014 page 8*

- COOPERATION INTERNATIONALE

. *Un prêt chinois de 4 milliards de FCFApage 10*

➤ **L'Economie** avec la visite au Gabon du Vice-Président de la Banque Mondiale.

➤ **La coopération internationale, avec le renforcement de la coopération Sino-gabonaise par l'octroi d'un prêt sans intérêt à l'Etat gabonais.**

ACTUALITE DES SECTEURS

AGRICULTURE ET PECHE

Envisager l'avenir de l'Agriculture africaine

Le Centre Technique de Coopération Agricole Rurale du groupe Afrique – Caraïbes – Pacifique (ACP) et de l'Union Européenne en partenariat avec l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO) et la Commission de l'Union Africaine, a organisé du 3 au 5 décembre 2014 à Yaoundé au Cameroun, le premier symposium continental africain sur l'agriculture. Le thème de cette rencontre était « Envisager l'avenir de l'Agriculture africaine et le nouveau rôle des organisations de production ». Cette initiative est liée aux briefings sur le développement à Bruxelles, organisés en 2007 sur les questions urgentes de développement rural dans le contexte de la coopération ACP – UE. Cette rencontre

avait pour objectifs de mettre en évidence les principales opportunités et les défis majeurs d'expérience pour la transformation agricole pilotée par les organisations paysannes et de faciliter la collaboration et la coordination entre les organisations paysannes et les autres partenaires. Le Gabon était représenté à cette rencontre par Faustin KOPANGOYE de l'ONG Gabon environnement. A l'issue de ces assises, une plate forme de l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs (PAFO) a été lancée pour améliorer l'information, la communication, l'appui technique pratique et la gestion des connaissances.

Source : l'Union n°114420 du 2 janvier 2014

ENERGIES

Livraison du projet de Réseau interconnecté (RIC) du Nord Gabon

Le gouvernement avait entrepris un programme national d'électrification rurale, avec pour objectif, l'intégration des régions désenclavées. Le programme a été financé par ETDE-Gabon, la filiale électricité et maintenance du groupe Bouygues Construction devenue Bouygues

Energies & Services en juin 2013, qui avait remporté, en juillet 2011, le marché de développement de la phase II du projet RIC de la province du Woleu-Ntem, pour un montant de 48 millions d'euros.

Il a mobilisé 200 collaborateurs, dont 90 % de ressources locales formées par

Bouygues Energies & Services aux métiers de monteurs réseaux.

Ce projet clé en main vient d'être livré après 30 mois de travaux. Il comprenait le financement, la conception-construction d'un boulevard énergétique (réseaux haute et basse tension), l'électrification rurale et l'éclairage public. Cent (100) kilomètres de lignes électriques ont été réalisés pour alimenter les zones isolées.

Ces lignes de transport et de distribution d'électricité vont permettre d'alimenter les villages et grandes localités situées le long de la route nationale N°2. Elles devraient bénéficier à 6700 foyers répartis sur 110 villages. A terme, l'Etat Gabonais a prévu la construction d'un barrage à proximité de la zone concernée par le projet, afin de développer l'important potentiel

hydroélectrique du Gabon et supprimer progressivement l'utilisation des énergies fossiles.

Il faut noter que le Réseau Interconnecté Nord Gabon se compose d'une ligne de transport d'énergie haute tension reliant les villes de Mitzic et d'Oyem.

L'on souligne que l'électrification de cette province, déjà dotée d'un réseau routier relativement bon, va notamment permettre de développer des activités économiques orientées vers la petite industrie (transformation de bois, hévéaculture, service...), l'artisanat, le commerce, ou l'agriculture, et ainsi freiner l'exode rural.

Source : gaboneco.com du 7 janvier 2014

Bouygueservicesenergies.com

Mediaterre.org du 6 janvier 2014

MINES ET HYDROCARBURES

Accord définitif entre l'Etat Gabonais et ADDAX PETROLEUM

Le ministre du Pétrole, de l'énergie et des Ressources Hydrauliques, Etienne Dieudonné NGOUBOU, a annoncé lors d'un point de presse qu'il a animé le mercredi 15 janvier 2014 à l'immeuble du Pétrole, la fin des différends qui opposent l'Etat Gabonais à la compagnie pétrolière Addax PETROLEUM Corporation, filiale du groupe Chinois SINOPEC. Les deux parties sont parvenues à une résolution à l'amiable d'un conflit qui les a conduits devant le tribunal arbitral de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) de Paris,

suite à la plainte introduite par Addax, le 10 décembre 2012. Malgré cette procédure judiciaire introduite au CCI par Addax, la République Gabonaise a démontré sa volonté de poursuivre les négociations et d'apaiser le climat des affaires au Gabon, afin d'attirer les investissements directs étrangers. Les IDE sont en effet, l'un des moyens de mise en œuvre du Plan stratégique Gabon Emergent, a indiqué le ministre, qui est revenu sur les raisons de ces litiges. Celles-ci tiennent aux écarts de gestion vis-à-vis des règles instaurées par

trois administrations Gabonaises, à savoir celles des Hydrocarbures, des Impôts et des Douanes. En effet, depuis 2007, l'Etat Gabonais reproche à la Société Addax ses libertés comptables et son non respect des procédures dans la conduite des opérations pétrolières sur son territoire. C'est le 9 janvier 2014 que l'Etat Gabonais et Addax Pétroleum ont enterré la hache de guerre. Les deux parties sont parvenues à un

accord qui reconnaît le préjudice causé à l'Etat Gabonais et définit les nouveaux contours d'une collaboration transparente avec la filiale du groupe Chinois SINOPEC.

Source : l'Union n°11432 du 15 janvier 2014

TRANSPORT

Conseil Gabonais des Chargeurs : Bilan 2013 et perspectives 2014

Le Conseil Gabonais des Chargeurs (CGC) a tenu une réunion de son conseil d'administration vendredi 4 janvier 2014, pour dresser le bilan de l'année 2013 et d'adopter le budget pour l'exercice 2014.

Concernant l'année écoulée, le bilan a été marqué par des actions de grandes envergures notamment, la diversification des missions, la mise en place de la nouvelle stratégie d'assistance aux chargeurs et l'intensification de la politique de communication par la publication de la deuxième édition du cahier stratégique, outil révolutionnaire pour le suivi de toutes les transactions.

Le budget de l'exercice 2014 du Conseil gabonais des chargeurs s'élève à 8 milliards de FCFA, soit une hausse de 6% par rapport au budget de 2013 qui s'élevait à 5 milliards de FCFA.

Pour cette nouvelle année, le CGC s'est engagé à améliorer les conditions de travail de ses agents, à construire de nouveaux entrepôts, mais aussi à renforcer la transparence au sein de sa comptabilité.

Source : gaboneco.com du 7 janvier 2014

agpgabon.ga du 8 janvier 2014

NOUVELLES TECHNOLOGIES

Le Gabon et l'Inde signent une convention de 67 millions de dollars

Le 30 décembre 2013, le Ministre de l'Economie, Luc OYOUBI a signé une convention de financement à hauteur de 67 millions de dollars (soit plus de 31 milliards de F CFA) avec les représentants de l'Export-Import Bank of India.

Ce financement servira à :

- La réhabilitation des installations dans le domaine des télécommunications,
- La construction d'une grande tour de télédiffusion.

A la fin de cette séance de signature le Ministre de l'Economie a tenu à rappeler que ce financement cadre avec la mise en œuvre du Plan Stratégique Gabon Emergent, notamment dans le volet

infrastructures qui contribuera à améliorer nos équipements en matière de télécommunications.

Source : gaboneco.com du 2 Janvier 2014

FINANCES PUBLIQUES – ECONOMIE

Visite du Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique MAKHTAR DIOP

Le Vice-Président de la Banque Mondiale (BM) en charge de la région Afrique, MAKHTAR DIOP a effectué une visite de deux (2) jours à Libreville. Durant son séjour il a eu des entretiens avec plusieurs hautes autorités ; le Chef de l'Etat, le Premier Ministre et quelques membres du gouvernement.

Ces différentes rencontres ont porté essentiellement sur la situation économique et financière du Gabon.

En effet, il s'est agi au cours de ces rencontres de discuter des défis de développement auxquels le pays est confronté et dans quelles mesures l'Institution pourrait contribuer à la matérialisation de certains programmes dans le pays.

Le 14 janvier, MAKHTAR DIOP a étendu sa série de rencontres autour d'une table ronde avec les représentants du secteur privé, des milieux universitaires, des médias et de la société civile.

Au cours de cette table ronde, il s'est attelé à développer une stratégie visant à appuyer les pays africains à revenus intermédiaires (PRI) dont fait partie le Gabon. La visite du Vice-président de la Banque Mondiale à Libreville entre, en effet, dans le cadre de l'une des priorités de cette Institution qui vise à accompagner les PRI à réduire la

pauvreté. Les PRI sont notamment des pays disposant d'un certain niveau de ressources. L'un des reproches qui leur est fait, a indiqué MAKHTAR DIOP, est qu'il n'y a pas de relation étroite entre l'indice de développement humain (IDH) et le taux de croissance ou leur taux de revenu par habitant. A cet effet, suggère-t-il, la diversification de l'Economie constitue un enjeu majeur pour notre pays. Il a ajouté que pour réduire le risque macroéconomique et le niveau accru de la pauvreté, il faut investir dans les secteurs à forts capitaux, précisément dans le domaine des infrastructures, en général, et celui de la logistique, en particulier. Selon lui, il s'avère également nécessaire d'investir dans le secteur privé, avoir des politiques visant à réduire le coût des salaires, promouvoir l'agriculture et permettre une adéquation marché de l'emploi et formations, entre autres. Dans cet échange, Luc OYOUBI, Ministre de l'Economie, de l'Emploi et du Développement Durable, a précisé que le Gabon affiche aujourd'hui sa volonté de mieux utiliser ses ressources, afin de devenir un pays émergent dans moins de 20 ans. Le Gabon a besoin d'une croissance forte, ouverte et diversifiée. Quant au Professeur Albert ONDO OSSA, il a estimé qu'il serait nécessaire pour les

pouvoirs publics de poser des actes qui doivent être un stimulus pour les personnes directement concernées, c'est-à-dire, les populations. Jean Baptiste BIKALOU, Président de la Chambre de Commerce du Gabon, pense, pour sa part, que l'aspect formation des ressources humaines est très important pour le secteur privé et doit être pris en compte par les pouvoirs publics.

L'arrivée du N°2 de la Banque mondiale coïncide avec la mise en place d'un important projet d'infrastructures de télécommunication d'un montant de 58

millions de dollars. Ce financement est le premier en 7 ans octroyé par cette institution de Bretton Woods au Gabon.

A titre de rappel, le partenariat stratégique 2012-2016 du Gabon et de la Banque Mondiale est évalué à un montant de près de 300 millions de dollars.

**Source : l'Union n°11431 du 15 janvier 2014
Communiqué de la Banque Mondiale du 10 janvier 2014**

Aggabon.ga du 13 janvier 2014

Emission de 15 milliards de bons du Trésor

Le Gabon vient de solliciter de nouveau l'épargne publique et privée. Il ne s'agit pas cette fois, d'emprunts obligataires, mais de bons du Trésor. En effet, selon un communiqué officiel de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale, publié le 6 janvier 2014, le Trésor gabonais procédera le 8 janvier 2014 à une émission de bons du Trésor pour un montant total de 15 milliards de francs CFA.

Pour la bonne conduite de cette opération, l'Etat à enrôlé dans cette opération une douzaine de banques sous-régionales (CEMAC). Ainsi les souscripteurs intéressés par ces titres de l'Etat gabonais d'une durée de maturité de quinze semaines et dont les intérêts sont

précomptés, sont invités à se rapprocher de l'une des onze banques agréées par l'Etat comme Spécialistes en Valeurs du Trésor (SVT) dans certains pays de la zone CEMAC.

Il s'agit au **Cameroun** d'Afriland First Bank, UBC, UBA, Standard Chartered, Ecobank et SCB ; en **Centrafrique** d'Ecobank ; au **Congo Brazzaville**, de la Banque de Crédit du Congo au **Gabon** deux banques ont été choisies ; BGFI et UGB.

Source : L'union n°11424 du 07 janvier 2014

Agence Ecofin du 6 Janvier 2016

Statistiques et mesure de la compétitivité des industries

Mobiliser à temps les 184 millions de francs nécessaires en 2014

L'an 2014 sera une année charnière dans l'application de l'accord triennal entre le Gabon et l'ONUDI pour ce qui est des statistiques industrielles. Le Gabon doit mobiliser plus de 184 milliards de francs CFA cette année et 50 millions en 2015 pour contribuer à ce programme qui vise à renforcer les capacités en matière de production et analyse des statistiques industrielles, pour cet accord triennal d'assistance technique 2013-2015.

Selon le Directeur général de l'industrie et de la compétitivité, Léandre BOULOUBOU, les statistiques industrielles sont indispensables dans la planification du développement. Elles permettent aussi de mesurer la compétitivité de l'industrie nationale à travers des indicateurs telle que la valeur ajoutée manufacturière.

Surtout que la stratégie nationale d'industrialisation s'appuyant sur 5 secteurs, 10 pôles économiques, 40 projets

industriels, 80 projets d'appui, 70 mesures d'accompagnement, 17 milliards de francs CFA d'investissement sur 12 ans, 150 000 ouvriers et ingénieurs à former 300 000 emplois et 13 000 petites et moyennes entreprises escomptés à terme. Cela requiert une assistance et un accompagnement de la part des partenaires techniques et financiers dans la mise en œuvre et le suivi de cette stratégie. Un système national de collecte des données statistiques sera donc vital.

L'objectif de ce programme entre l'ONUDI et le Gabon étant d'améliorer la collecte, la compilation et l'analyse des statistiques industrielles au Gabon, à travers la mise à jour régulière, le renforcement des capacités dans la conception et la mise en œuvre des enquêtes et/ou recensements des entreprises selon les normes internationales etc...

Source : L'union n°11424 du 7 Janvier 2014

Les pistes pour la croissance économique du Gabon en 2014

Selon les perspectives du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance du Gabon en 2014 pourrait se situer autour de 6,8%. Cette croissance devrait, une fois encore, être tirée par les investissements publics dans le secteur des infrastructures ainsi que les grands travaux. Comme l'on fait remarquer les nombreux analystes du FMI, la croissance économique du Gabon devrait se poursuivre en 2015, avec un taux avoisinant les 7%.

Malgré, ces bonnes nouvelles, on constate une faible participation du secteur privé dans la création de la richesse nationale. Nonobstant les bonnes initiatives sectorielles impulsées par les départements ministériels productifs.

Les différents ministères sont donc attendus en 2014, pour ce qui est de la contribution des secteurs privés sous tutelle. Ainsi, les secteurs pêche et agriculture sont attendus au sens strict du

terme. Avec une contribution de 1,5% environ au produit intérieur brut (PIB), les activités de pêche tant industrielle qu'artisanale sont une voie à privilégier pour renforcer la contribution du secteur privé dans l'augmentation de la richesse nationale.

De même, les productions agricoles existantes, œuvres de petits exploitants locaux doivent être davantage soutenues et accrues. Le Programme de Développement des Investissements Agricoles (PRODIAG) est une autre voie qui pourrait améliorer la contribution de l'agriculture familiale dans la création de la richesse nationale.

Si l'industrie à réussi à définir une stratégie nationale en 2013, il appartient désormais à chaque département sectoriel de penser à des projets et actes concrets qui puissent

favoriser la contribution du secteur privé dans l'édification du PIB.

Les services ne doivent pas être en reste. Le projet d'Arc Emeraude pour lequel l'AFD a dégagé 7 milliards de francs CFA pour la construction d'infrastructures touristique dans la forêt classée de la Mondah et dans le parc national de Pongara est une piste à suivre pour booster le secteur touristique.

Source : L'Union n°111424 du 7 Janvier 2014

COOPERATION INTERNATIONALE

Un prêt chinois au Gabon de 4 milliards de FCFA

Tout récemment au ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, le Gouvernement Chinois a octroyé un prêt de 4 milliards francs CFA, sans intérêt, au Gabon pour les projets de développement convenus entre les deux parties d'un commun accord.

La signature du protocole entérinant cette convention s'est déroulée le 30 décembre 2013. Le Gouvernement gabonais était représenté par le Ministre Délégué aux Affaires étrangères, Dominique Guy Noël NGUIENO, et la Chine par Pan YUMIN, Chargé d'affaires de l'Ambassade de Chine au Gabon

Cette initiative accentue les relations gagnant-gagnant et permet le renforcement des relations d'amitié qui lient les deux pays.

La mise à disposition de ces fonds, qui seront affectés au financement de projets arrêtés de commun accord par les deux gouvernements, participe de cette volonté permanente de la République populaire de Chine de hisser toujours plus haut l'excellence des liens d'amitié qui l'unissent au Gabon, et de promouvoir la coopération économique et technique entre les deux pays.

Le document signé a porté sur la durée du prêt, les modalités de règlement, le montant et l'utilisation de ces fonds entre autres. Il est rappelé qu'à ce jour, plus d'une cinquantaine d'accords ont été signés entre le Gabon et la Chine dans les secteurs pétrole, mine, énergie, agricole, formation, santé.

Source: gabonreview.com du 3 janvier 2014

